DEPARTEMENT DE LA REUNION COMMUNE DE SAINT-ANDRE SERVICES TECHNIQUES



ARRETE DU MAIRE AG/ST/GB- N° 739/2024

Portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement Sur le Chemin LEFAGUYES

Le Maire de la commune Saint-André

- -Vu la loi du 19 mars 1946 érigeant la Réunion en Département, ensemble les textes subséquents qui l'ont modifiée ou complétée,
- -Vu la loi n°82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par les lois N°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi N°83-8 du 7 janvier 1983,
- -Vu les articles L 2212-2, L 2212-5, L 2213-1 à L 2213-6, L 2214-3 du code général des collectivités territoriales,
- -Vu les articles L 411-1, R 417-6, R 417-10, R 325-1, et R 325-12 et suivants du code de la route,
- -Vu l'article R.610-5 du Code Pénal,
- -Vu la demande de l'entreprise BTOI Enrobés Réunion,
- -Vu l'analyse des services techniques,

Considérant qu'il importe dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics de réglementer la circulation , le stationnement des véhicules de toutes catégories et circulation piétonne sur le Chemin LEFAGUYES à l'occasion des travaux de réfection de chaussée effectués par l'entreprise dénommée BTOI Enrobés Réunion.

ARRETE

<u>ARTICLE 1</u>: Du Jeudi 18 Juillet 2024, et jusqu'au Vendredi 19 Juillet 2024, la circulation des véhicules de toutes catégories se fera alternée et le stationnement sera interdit sur le Chemin LEFAGUYES (partie comprise entre le Chemin Agenor et la Rue Georges Fourcade).

ARTICLE 2 : La circulation piétonne se fera du coté opposé aux travaux.

ARTICLE 3: En cas de non respect de l'article 1, le stationnement sera considéré comme gênant et le véhicule pourra faire l'objet d'une mise en fourrière (article R.325-1 et suivants du Code de la Route).

<u>ARTICLE 4</u>: Une signalisation réglementaire sera mise en place et entretenue par l'entreprise « <u>BTOI Enrobés Réunion</u>» de jour et de nuit pour permettre la bonne exécution du présent arrêté, laquelle sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Saint-André, Monsieur le Chef de circonscription de la police urbaine de l'est, le Chef de la police municipale de Saint-André, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué partout où besoin sera et, publié au recueil des actes administratifs de la Commune de Saint-André.

Fait à Saint-André le,

Le Maire

Signé électroniquement par : Laurent RAMASSAMY

Date de signature : 11/07/2024 Qualité : Laurent RAMASSAMY